

La grève des mineurs de 1948 : une fin d'après-guerre

Jean-Michel Steiner

Le lundi 4 octobre 1948, les mineurs de France débrayent. Ils sont 300 000 dans le pays, 22 000 dans le bassin de Saint-Étienne. La grève est totale. Elle a été décidée par un referendum. Organisées par la CGT, ses modalités ont été contestées par la CFTC et la tendance Force ouvrière, tout nouveau syndicat issu de la CGT à laquelle on reproche de trop dépendre du parti communiste. Pour la centrale de Benoît Frachon, la grève doit être générale *jusqu'à satisfaction des revendications*, pour le syndicat chrétien, le mouvement doit être limité à 48 h. Sept semaines plus tard, le lundi 29 novembre, les mineurs reprennent le travail sans avoir rien obtenu. Quatre sont morts dans de durs affrontements, dont Antonin Barbier, à Firminy. Les blessés se comptent par centaines¹. Les tribunaux ont jugé plusieurs milliers de manifestants ; beaucoup ont écopé de prison ferme. Les Charbonnages de France ont révoqué des milliers de salariés contraints à chercher un emploi dans une autre branche. Certains ont perdu leur logement. L'échec du mouvement est profond.

Depuis 1948, cette grève a souvent été qualifiée comme politique. Il y a peu de grève politique, sinon limitée à des actions symboliques². Une grève de 57 jours conduite pour des raisons politiques est impensable : la plupart des mineurs sont entrés dans la lutte avec une motivation très forte, pour défendre leur pouvoir d'achat, l'honneur et la dignité de leur profession, leur statut menacé. Mais le mouvement s'inscrit dans un contexte international (crise de Berlin) et national (régime de la IV^e République confronté à la double opposition des gaullistes et des communistes) qui a contribué à la radicalisation de tous les acteurs et alimenté les suspicions de manœuvres politiques.

En y regardant de plus près cette grève clôt manifestement une période historique - celle de l'après-guerre - et en ouvre une nouvelle : au lendemain du conflit, les Français ont vraiment conscience d'être dans la « guerre froide ». Il ne s'agit pas ici de raconter ce mouvement social de grande ampleur³ mais simplement d'y rechercher, à travers quelques exemples, les échos de la guerre pour voir comment s'opère le basculement d'une période à l'autre, tout en gardant à l'esprit l'optique suivante : quels rôles les rapports de forces, les représentations et les réseaux issus de la Résistance ont-ils joué dans la grève des mineurs de 1948 et dans quelle mesure celle-ci peut-elle être considérée comme une fin d'après-guerre ?

Sortie de guerre et après guerre

En 1948, la fin de la guerre est encore proche, mais la situation est en rapide évolution. Il semble que l'on soit vraiment en train de sortir de la guerre. Que faut-il entendre par-là ?

La notion de *sortie de guerre*, développée par les spécialistes d'histoire militaire et d'analyses stratégiques⁴ définit *l'ultime manœuvre qui complète en la prolongeant la manœuvre*

¹ Parmi ceux de Firminy, Marcel Goïo, meurt en décembre 1951, des suites de ses blessures.

² Signalons la journée du 12 février 1934, en réaction aux émeutes anti-républicaines du 6.

³ Je me permets de renvoyer au livre que j'ai cosigné, *1948, Les mineurs stéphanois en grève : les photographies de Léon Laponce à l'histoire*. Presses universitaires de Saint-Étienne, 2011. 504 pages. Par Maurice Bedouin, Jean-Claude Monneret, Corinne Porte et Jean-Michel Steiner. Il s'agit du premier ouvrage complet sur ces événements à l'échelle d'un bassin minier. La première édition étant épuisée, une nouvelle édition sera disponible à partir de septembre 2012.

⁴ François Géré, (directeur de recherches à l'université de Paris III-Sorbonne nouvelle, président de l'Institut français d'analyse stratégique), « La manœuvre de sortie de guerre », *Revue historique des armées*,

générale de guerre [et] correspond à une diversité croissante de situations, celles-là mêmes qui sont liées d'une part aux mobiles politiques de l'entrée en guerre et d'autre part à la stratégie militaire adoptée qui va présider à la conduite de la guerre. L'ensemble est lui-même surdéterminé par les perceptions culturelles du rôle de la guerre dans les relations interhumaines et inter sociétales. La sortie de la seconde guerre mondiale présente des caractères particuliers, comme d'ailleurs le conflit lui-même : dimensions idéologiques, implication des civils. *Les sorties de guerre « modernes » se singularisent par une sollicitude nouvelle pour la partie adverse, sa population, sa situation socio-économique que l'on entend améliorer. La sortie guerre se prolonge par une période de reconstruction et de « stabilisation ».*

L'expression courante **d'après-guerre** qui n'a pas de portée conceptuelle, dépasse le seul point de vue militaire et stratégique et traduit une perception pragmatique, partagée par toute une génération. **Un certain laps de temps qui suit la fin du conflit se distingue par le poids que celui-ci fait toujours peser sur la vie quotidienne.** Les dégâts causés par la guerre sont encore bien visibles et l'urgence pèse de devoir les réparer, les restrictions sont encore présentes (nourriture, matières premières, médicaments) les conditions de vie, en particulier de logement, demeurent mauvaises. Aussi l'opinion publique qui attendait de la fin la seconde guerre mondiale une amélioration **immédiate**, s'impatiente-t-elle allant parfois jusqu'à l'exaspération. **L'après-guerre** qui suit ce conflit singulier est par ailleurs un moment où l'organisation de l'État et l'économie de la nation sont transformées, modernisées et développées. Enfin c'est bien la même génération qui vit, agit, pense. Ses représentations mentales sont imprégnées du traumatisme récent.

En 2007 Tony Judt publie *Après guerre*. Son sous-titre - *Une histoire de l'Europe depuis 1945* - montre un projet de grande ampleur. Analysant dans son introduction les conditions de la coupure que connut l'Europe après 1945, l'auteur cherche à montrer *comment l'héritage de la seconde guerre mondiale imposa aux gouvernements de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, un certain nombre de choix draconiens quant à la meilleure façon d'ordonner leurs affaires pour éviter tout retour au passé.* Est-il possible d'éviter ce retour au passé c'est-à-dire au totalitarisme fascisant ? Judt a ici le mérite de revenir sur un point d'histoire bien oublié : *Une option - poursuivre l'ordre du jour radical des mouvements de fronts populaires des années 1930 - fut initialement en vogue dans les deux parties de l'Europe.* C'est sur la forme pratique de ces nouveaux "Front Populaires" que s'est opérée la coupure entre les deux Europe. À l'Est, écrit Judt, *le communisme a sans doute été la mauvaise solution, mais le dilemme auquel il répondait était bien réel* tandis qu'il nous rappelle que si, à l'Ouest, *la perspective d'un changement radical fut écartée en douceur (...) la probabilité d'un autre cours avait paru très réelle en 1945.* Ce temps qui court ainsi - grosso modo -de 1945 à 1950, il l'appelle au détour d'une phrase, **l'immédiat après-guerre : temps d'incertitude**, période où l'on cherche à empêcher le retour des vieux démons dans une Europe fille vulnérable de l'angoisse ⁵. C'est dans cet *immédiat après-guerre*, soit jusqu'aux débuts de ce que l'on intitule « la guerre froide », que s'inscrit la grève des mineurs de 1948.

Cet événement qui a singulièrement touché l'histoire de notre région, est emblématique aussi bien de l'espoir du « changement radical » que des « angoisses » évoqués par Judt. Sans entrer dans trop de détails distinguons au moins les trois phases principales :

- **Du 4 au 17 octobre**, une grève avec occupation des puits, reprenant la tradition inaugurée en 1936. Les clichés de Leponce ⁶ nous montrent des scènes paisibles, voire débonnaires ;
- **Du 18 au 30 octobre, (23 octobre pour la Loire)** une intervention massive et souvent brutale des forces de l'ordre, qui surprend les mineurs. L'objectif est de reprendre les puits pour pallier l'abandon des services de sécurité par les grévistes.

245/2006, mis en ligne le 14 novembre 2008. URL : <http://rha.revues.org/index5512.html>. Consulté le 22 janvier 2012.

⁵ Tony Judt, *Après Guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*. Paris, Armand Colin, 2007. 1 023 pages.

⁶ Présentés et analysés dans l'ouvrage cité plus haut *1948, les mineurs stéphanois en grève ...*

- Quant au **mois de novembre**, il correspond, selon les points de vue, soit à une longue « fin de grève » soit à une « reprise du travail » difficile, délicate. Le climat est morose, les tensions sont fortes entre syndicalistes et administrateurs, entre ouvriers dans les cités.

En abordant quatre thèmes - angoisses et solidarité face aux difficultés du quotidien, tensions et divisions dans les organisations politiques et syndicales, place du mineur dans l'économie nationale et dans l'imaginaire collectif, comment maintenir l'ordre en respectant les principes républicains ? - je voudrais pointer ce qui permet d'inscrire ce grand mouvement social dans l'après seconde guerre mondiale tout en le définissant comme un tournant historique. Une fin d'après-guerre ?

La grève des mineurs en 1948 : héritages de la guerre et tournant de l'après-guerre.

1 - La solidarité, une nécessité

La quête du ravitaillement, obsession des Français pendant l'Occupation, n'a pas cessé une fois les Allemands partis. Elle est bien présente avant et pendant la grève.

En octobre 1948, on entre dans la neuvième année d'une décennie au cours de laquelle les Français ont eu faim et froid. Surtout les citadins. Ni le départ des Allemands de la région stéphanoise (août 1944), ni même la fin de la guerre (8 mai 1945), n'ont modifié cette situation. La désorganisation des circuits de distribution, les problèmes monétaires et l'inflation, les habitudes prises pendant la guerre (marché noir) ont maintenu les populations dans un état de pénurie récurrente qui les exaspère. Dans le bassin stéphanois, l'Union des femmes françaises organise de nombreuses manifestations de ménagères : en février 1945 comme pendant l'été 1947. Comme elle perdure, cette situation contribue à aggraver l'état de mécontentement qui accompagne le déclenchement de la grève à l'automne 1948.

Alors, la bataille pour l'approvisionnement des familles de mineurs devient un enjeu primordial. Sont mis à contribution ou réactivés les réseaux tissés pendant la guerre (paysannerie de la Haute-Loire pour le bassin stéphanois ou de la montagne cévenole pour le bassin du Gard). Les questions posées pendant la guerre reviennent. Ces apports étaient-ils volontaires, suscités par un élan de solidarité ou les paysans ont-ils répondu sous la contrainte et les menaces, voire la crainte de représailles ⁷ ? On assiste à une véritable campagne de « communication » comme en témoignent les unes du journal *Le Patriote*. Sont mis en exergue les ramassages effectués par des équipes syndicales (18 octobre 1948) ou l'arrivée des produits des « fermes » de la famille Berliet, dont l'entreprise avait été mise sous séquestre à la Libération. Ces reportages visent à soutenir le moral des grévistes et empêcher une reprise sans victoire. Mais il s'agit aussi de montrer que le parti communiste et la CGT sont capables de subvenir aux besoins des familles de grévistes et de leurs adhérents, que ces organisations sont « responsables » et aptes à gérer, que leur exclusion du pouvoir n'est pas justifiée. Inversement le côté inhumain du gouvernement qui chercherait à affamer les mineurs est mis en avant, explicitement ou implicitement : une photographie prise à Roche-la-Molière par Léon Leponce pendant la grève renvoie aux images des camps de déportés ⁸.

Une des originalités de la grève a été l'organisation de réseaux d'entraide pour mettre les enfants à l'abri des conséquences qui pesaient sur les familles. Des enfants de mineurs stéphanois sont partis vers le Vaucluse, ou vers la Dordogne, grâce aux liens tissés pendant la Résistance. D'autres sont accueillis à Paris où une campagne de sensibilisation conduite par Denise Bastide, ancienne déportée, députée de la Loire depuis 1945, a convaincu de nombreux militants communistes des usines de la capitale et de sa banlieue (par exemple Citroën, Renault), de recevoir dans leur foyer un petit stéphanois. D'autres sont dirigés vers la Suisse, grâce aux réseaux mis en

⁷ Plusieurs rapports de gendarmerie des Cévennes gardoises, conservées dans les dossiers de Jules Moch aux Archives nationales (484AP16 à 19), vont dans ce sens.

⁸ Voir 1948, *les mineurs stéphanois en grève...* page 438.

place par le Parti du travail⁹. Cette mobilisation, cette attention particulière à l'égard des enfants de mineurs n'est pas sans rappeler le sort des petits Espagnols, accueillis nombreux, dix auparavant, dans des ménages ouvriers stéphanois. À ce moment encore, la presse communiste et les responsables de la CGT se démènent pour assurer le succès de cette opération. Il s'agit d'assurer aux fils ou filles de mineurs une vie normale, alors que la nourriture est rare, que des scènes de tension se déroulent dans les quartiers, où certains militants sont contraints à la clandestinité s'ils veulent échapper aux recherches policières. Alors que d'autres sont emprisonnés. Ainsi les grandes concentrations industrielles fonctionnent-elles comme « arrière » d'un « front » de « guerre sociale ». Une situation dont on avait pu penser, dans le climat plutôt fraternel de la Libération, des « lendemains qui chantent », qu'elle était à jamais révolue.

2 - Unité et division entre les partis et les syndicats

Dès 1944, la formation du gouvernement provisoire de la République française, formalisait une Union nationale à connotation sociale née dans les combats de la Résistance et sanctionnée en mars 1944 par la Charte de la Résistance que portait le Conseil national de la Résistance (CNR). Elle reposait sur l'idée que la justice sociale et une plus grande égalité sont les meilleurs garants de la cohésion nationale. Il y avait bien un prolongement et même une extension des principes qui avaient présidé à la constitution des Fronts populaires¹⁰. Ainsi, de l'automne 1944 au printemps 1947, le PCF est-il associé à tous les gouvernements. Dans les équipes présidées par le général de Gaulle (septembre 1944 à janvier 1946) ou, après que celui-ci a démissionné ; dans celles du *tripartisme* (janvier 1946 à mai 1947), pacte le liant à la SFIO et au MRP. Ces gouvernements ont commencé à mettre en œuvre le programme du CNR, conduit une politique de modernisation économique (planification, nationalisations), décidé d'importantes réformes sociales (Sécurité sociale). Le PCF joue à fond la carte de la gestion en appuyant notamment la bataille de la Reconstruction. Il n'hésite pas à mobiliser ses propres relais, et surtout le plus puissant, la CGT.

Au début de 1947, le climat change : Soviétiques et Américains se disputent l'avenir de l'Allemagne. Le 12 mars, Truman, président américain dénonce la menace communiste sur l'Europe centrale, propose que les Etats-Unis prenant la tête du « monde libre », accordent des aides économiques et financières aux pays d'Europe occidentale et garantissent leur indépendance : alors s'amorce la préparation du plan Marshall. Les retombées de ce virage ne pouvaient épargner la France. Le 5 mai 1947, le PCF est écarté du pouvoir par le président du Conseil, Paul Ramadier. Opération politique dans laquelle les enjeux internationaux et la dégradation du climat social intérieur ont joué chacun leur rôle, décision qui pèse d'un poids certain sur les conditions de déclenchement et de déroulement de la grève, d'autant plus qu'elle est suivie d'une nouvelle division syndicale.

L'unité syndicale, imaginée dans les dernières années du XIX^e siècle comme une condition de la puissance de la classe ouvrière, a été remise en cause après la première guerre mondiale, par l'émergence du syndicalisme chrétien mais surtout par la division de la CGT entre les deux courants du marxisme avec la création de la CGT unitaire (pro communiste, liée au Komintern) au congrès de Saint-Étienne en 1922 face à la CGT "maintenue" (socialisante). Cette division a été effacée par le congrès de Toulouse en 1936, qui a accompagné le grand mouvement du Front populaire et ses réformes sociales. Toutefois demeuraient les luttes de tendances entre *Unitaires* - prépondérants dans les syndicats les plus nombreux (mineurs, métallurgistes ...) - et *Confédérés* - qui contrôlaient le plus grand nombre d'organisations corporatives. Dès 1938, la rupture est à nouveau consommée, les Confédérés se retrouvant dans la tendance *Syndicats*. Elle prend un tour tragique à l'annonce du pacte germano-soviétique. Pendant la guerre, l'unité se reconstitue peu à peu, permise par le virage

⁹ *Idem* pages 262 à 268.

¹⁰ Voir ma contribution et celle de Claude Latta dans *Cahiers de Village de Forez*, n° 77 d'avril 2010.

du PCF au printemps 1941 ainsi que son entrée dans une résistance unitaire et clairement anti-allemande. Le 17 avril 1943, le processus est concrétisé par l'Accord de Perreux ¹¹.

À partir de la Libération, la CGT est de plus en plus ouvertement contrôlée par la tendance communiste. Dans le climat d'union nationale, l'association des communistes au pouvoir renforce l'adhésion de la classe ouvrière aux efforts du gouvernement tripartite. Pourtant des voix s'élèvent contre une pratique qui transforme le syndicat en véritable « courroie de transmission » du parti, et même, pour un temps, du gouvernement, et le rapproche du syndicalisme à la mode soviétique. Un mode de fonctionnement qui choque les traditions du syndicalisme français ¹². Cette "instrumentalisation" du syndicat réunifié provoque des tensions croissantes en 1947 avec des débrayages échappant au contrôle du syndicat et, au mois de mai, un relatif échec de la CGT aux élections de la sécurité sociale. Les syndiqués proches du parti socialiste SFIO se constituent en tendance en créant « Force ouvrière » après la grande grève de novembre et décembre 1947. Au printemps 1948, la CGT Force ouvrière s'organise en confédération autonome de la CGT. L'unité syndicale, revivifiée par les combats de la Résistance, est de nouveau brisée. Les conditions dans lesquelles se déroule la grève des mineurs rendent la rupture irréversible.

3 - Le mineur : *Premier ouvrier de France ou voyou ?*

L'un des aspects les plus saisissants de la crise de l'automne 1948 est de révéler un brutal changement de l'image du mineur dans l'inconscient collectif du pays.

À la Libération, le mineur était perçu comme un ouvrier indispensable au redressement national. L'urgence de la reconstruction imposait comme une évidence le développement rapide des capacités productives et donc des ressources énergétiques. Or, à cette date, la houille fournit les 4/5 des besoins. Dans la Loire, dès le mois d'octobre 1944, Benoît Frachon est venu lancer la bataille du charbon. Au fond, les semaines sont longues (plus de 50 heures), certaines journées sont même travaillées sans salaire ¹³. Les gouvernements de la Libération, conscients de l'immensité des efforts demandés, accordent des compensations. Au printemps 1946, les mines, jusque-là propriétés de sociétés privées, sont nationalisées. Dans la région stéphanoise, elles deviennent les Houillères du Bassin de la Loire. De cette mesure répondant à une ancienne revendication, les mineurs attendent une amélioration substantielle de leur sort et la fin d'une gestion préoccupée du seul profit des actionnaires au détriment des intérêts des ouvriers. Le « statut du mineur » répond à cette attente. Accordant de réels avantages ¹⁴, il est vécu comme une victoire sociale d'importance. Une

¹¹ La lutte syndicale commune contre le Service du travail obligatoire et la Charte du travail et l'unification de la Résistance intérieure ont accéléré le processus. Il fut décidé au Perreux que les militants des deux tendances pratiqueraient l'unité d'action dans la Résistance et qu'à la Libération la CGT serait reconstituée telle qu'elle l'était en 1936, avec toutefois une plus forte représentation des "ex-unitaires" dans la direction. Le bureau confédéral est alors composé de L. Jouhaux, secrétaire général, de **cinq ex-confédérés** (R. Bothereau, G. Buisson, L. Saillant, P. Neumeyer, A. Gazier) et de **trois ex-unitaires** (B. Frachon, H. Raynaud, J. Racamond). L'habitude s'est prise de dire "Les accords du Perreux", comme le fait *Le Peuple*, de même que l'on dit "Les accords Matignon" du 7 juin 1936. Mais il n'y eut **qu'un accord** à Matignon et **qu'un accord** au Perreux !

¹² Pour tout ce qui précède, voir dans *1948, les mineurs stéphanois en grève ...* le développement que j'ai consacré au « Désenchantement ouvrier », pages 345 à 362.

¹³ Le dimanche 18 février 1945, les mineurs du bassin travaillent gratuitement pour approvisionner les Lyonnais.

¹⁴ Le Statut du Mineur organise la profession sur de nouvelles bases, la pénibilité et les risques du métier sont reconnus et compensés par des avantages substantiels. Il accorde des « avantages en nature » - droit au logement et attribution de combustibles. La silicose est reconnue maladie professionnelle. Une sécurité sociale spécifique est créée. Des garanties salariales, le droit aux congés payés, l'exercice de l'action syndicale, la durée du travail, ainsi que le transport gratuit pour le personnel sont reconnus. S'ajoutent des dispositions relatives à l'embauche et au licenciement, aux commissions paritaires et à la représentation du personnel. Enfin des mesures sont prises en faveur de l'éducation et de la formation : écoles d'apprentissage

campagne de communication est lancée, destinée à recruter une main-d'œuvre qui fait défaut. Ce mineur, on le « soigne » ! Il est célébré comme « le premier ouvrier de France ». Au début de 1946, les ministres PCF du tripartisme se succèdent à Saint-Étienne pour l'inciter à produire. On peut même apercevoir un début de campagne stakhanoviste avec l'épisode du mineur Gisclon¹⁵.

Avec les conflits de 1947 et 1948, tout bascule. La rupture est complète entre communistes et non communistes, entre la CGT et les autres syndicats. Les instances de dialogue n'existent plus ou sont inopérantes et l'affrontement violent devient la règle dans les mouvements sociaux. La première atteinte au statut du mineur que représentent les « décrets Lacoste » est d'ailleurs le véritable motif de l'entrée en lutte de la profession et de la longueur de sa mobilisation¹⁶. Dans les bassins houillers, face à ce que les populations ouvrières perçoivent comme une « occupation », les luttes conduites par la CGT et ses adhérents évoquent la Résistance. Des appels à une « insurrection civique » sont parfois lancés, comme à Firminy au soir du 22 octobre 1948. Le lendemain, à en croire certains rapports de police, les assaillants qui tentent de reprendre le puits Cambefort se déploient selon les méthodes apprises dans les formations militaires. On soupçonne d'anciens FTPF d'avoir mené l'assaut principal. Théo Vial, le commandant « Massat » qui dirigea le maquis Wodli est considéré comme l'instigateur et l'organisateur ... du moins selon une rumeur qui court dans Firminy et le Chambon. Il est contraint de se cacher pendant plusieurs mois et fait quelques jours de prison en mars 1949. Dans son grand discours à la Chambre, le 16 novembre¹⁷, Jules Moch le met personnellement en cause, associant pour la première fois son nom d'état civil et son nom de clandestinité. Ainsi deviendra-t-il « Vial-Massat ».

Passé le pic des luttes, les forces de l'ordre organisent un véritable ratissage des quartiers ouvriers, pour rechercher les militants actifs ou pour emmener les mineurs réquisitionnés sur les carreaux. Le mineur est désormais vu comme un délinquant, voire comme un voyou, si l'on prend en considération les motifs invoqués par la justice (dégradation de bien public, vol de courant ...). L'État conduit des opérations de police qui ne sont pas sans poser des cas de conscience aux républicains.

4 - Maintenir un ordre républicain

Après celle de 1947, la grève des mineurs de 1948 est la seconde crise qui a posé au gouvernement un grave défi en matière de maintien de l'ordre

Le mouvement gréviste s'est retrouvé face à un déploiement sans précédent de forces de l'ordre : au moins 30 000 soldats, gendarmes, policiers et CRS sur l'ensemble des bassins. C'est surtout ce jeune corps qui a été décrié pour son mode opératoire pendant le mouvement. Les CRS (compagnies républicaines de sécurité) sont fondées en novembre 1944 dans le double objectif de désarmer les Milices patriotiques liées au parti communiste et d'épurer les GMR (groupes mobiles

et d'éducation professionnelle gratuites, fonds de bourse pour frais d'études à la charge de l'entreprise. Cf. sur le site des Charbonnages de France (CdF) :

http://webcdf.brgm.fr/dArticle.php?id_article=401&id_rubrique=186

¹⁵ En janvier 1946, *Le Cri du Peuple*, quotidien local du parti communiste, célèbre dans plusieurs articles, Gisclon, ouvrier de La Ricamarie, « meilleur piqueur de France ».

¹⁶ Ministre de la Production industrielle d'un gouvernement Queuille qui cherche des moyens pour réduire le déficit budgétaire, Robert Lacoste, propose le 18 septembre 1948 plusieurs décrets : diminution de 10 % du personnel de surface et des employés administratifs ; stage probatoire de 6 mois avant titularisation ; mesures disciplinaires renforcées qui mettent sur la touche la commission paritaire ; enfin - et peut-être surtout - retrait de la gestion des accidents du travail et maladies professionnelles aux Sociétés de secours (composées pour deux tiers de salariés) pour la confier à la direction des Charbonnages.

¹⁷ Jules Moch, *Le communisme et la France. Discours prononcé à l'Assemblée nationale le 16 novembre 1948*. Société parisienne d'imprimerie. 59 pages plus 3 pages d'annexes. Texte largement diffusé dans le pays, envoyé aux comités d'entreprises des firmes les plus importantes. Certains l'ont même réexpédié à son auteur !

de réserve) créés par Vichy. Les compagnies découlent de l'amalgame des deux sources. Certains des membres des Milices patriotiques sont d'anciens ouvriers ayant rejoint la Résistance avant la Libération. Lorsque montent les tensions sociales, la solidarité demeure entre manifestants et membres de ces forces de l'ordre d'un type nouveau. Ainsi pendant le mouvement de grève générale de novembre et décembre 1947 a-t-on assisté à plusieurs cas de fraternisation d'ouvriers avec des escouades de CRS : à Saint-Étienne, le 29 novembre 1947, mais aussi à Valence et Marseille.

C'est dans ce contexte que Jules Moch, membre du parti socialiste SFIO, est nommé ministre de l'Intérieur par Robert Schuman le 24 novembre 1947¹⁸. Son premier acte consista à dissoudre plusieurs compagnies défailtantes. Ensuite, pendant la première moitié de l'année 1948, il fit éliminer les compagnies suspectées d'être "noyautées" par les communistes et organiser un entraînement beaucoup plus poussé aux techniques du maintien de l'ordre. Ce ne sont plus les mêmes hommes que les mineurs trouvèrent face à eux en octobre 1948. Les populations des bassins houillers sont frappées par la violence des interventions et parfois répondent avec une violence que l'on peut jauger à l'aune de la déception et de la surprise éprouvées¹⁹.

Dans les cités minières, on éprouve alors réellement la sensation de « vivre un temps de guerre ». Les organes de la presse écrite comme les actualités cinématographiques le montrent de façon saisissante aux Français. Ils peuvent y voir des convois fortement armés avec des automitrailleuses voire des chars, des affrontements sans concession, des puits contrôlés par la troupe à partir de la dernière semaine d'octobre, des quartiers quadrillés avec des chicanes en barbelés et des « check points ». Les images du bassin d'Alès, conservées dans le fonds Jules-Moch des archives nationales, confirment cette vision. Les articles de la presse syndicale et de la presse communiste décrivent une France ouvrière occupée. Quelques formules extraites d'un article du *Peuple* (hebdomadaire de la CGT) donnent le ton : *Je reviens de zone occupée* écrit le journaliste, à propos du bassin du Nord avant de poursuivre : *Carvin a retrouvé son visage de guerre (...) La population s'est raidie devant cette invasion*. Des notations renvoient plus précisément au conflit qui vient de s'achever : on évoque les « mouchards » ; on déplore l'arrestation de grévistes anciens déportés, ou de femmes de déportés morts en Allemagne ; on rappelle la résistance des mineurs durant l'occupation, la grève de 1941, celle de 1943 à Saint-Étienne. La conclusion est nette : *la résistance est revenue au cœur du pays minier*.

Une sensation d'occupation renforcée dans le bassin stéphanois par le fait que les effectifs des forces de l'ordre sont bien plus importants en 1948 - certes pour une période de quelques semaines - que ne l'ont été ceux de l'armée allemande en 1942-1943 ! Les habitants de Roche-la-Molière qui n'ont pratiquement pas vu un soldat de la Wehrmacht sont émus par imposants convois en uniforme qui investissent la commune entre les 19 et le 23 octobre. C'est dans ce climat qu'est utilisé pour la première fois un slogan attribué, vingt ans plus tard et par erreur, aux étudiants parisiens. L'organe de la CGT écrit en effet que *les murs se couvrent d'inscriptions CRS-SS*. Quant au quotidien stéphanois *Le Patriote*, il dénonce la présence, dans le quartier du Soleil, des « Sections Spéciales de Jules Moch ».

Enfin les mesures prises à la fin du mois d'octobre par un gouvernement Queuille décidé à briser un mouvement qu'il qualifie d'insurrectionnel achèvent de renforcer l'impression de « guerre sociale »²⁰. Pour certains ce sont même les valeurs républicaines qui seraient remises en cause...

¹⁸ Notons qu'il conserva le poste jusqu'au 5 octobre 1949, sous 4 gouvernements successifs.

¹⁹ Dans le bassin stéphanois, les affrontements du quartier du Soleil (les 18, 19 et 20 octobre), de Roche-la-Molière (le 19) et surtout du puits Cambefort (les 22 et 23 octobre) en témoignent. Pour le dernier cas, voir l'analyse conduite à partir des photos de Leponce dans l'ouvrage déjà cité, pages 179 à 209.

²⁰ Voir le texte du discours de Jules Moch cité plus haut. Le point de vue du président de la République est une source précieuse pour comprendre la manière dont les dirigeants ont ressenti le contexte. Voir Vincent Auriol, *Journal du septennat (1947-1954). Tome II*. Armand Colin. 1974. À la date du jeudi 7 octobre, il

Comme sous Vichy ? Les réquisitions résonnent comme une atteinte au droit de grève, pourtant explicitement reconnu pour la première fois comme un droit constitutionnel, dans le texte du 13 octobre 1946. D'autres libertés fondamentales sont écornées. L'interdiction des rassemblements de plus de trois personnes rappelle de mauvais souvenirs et nombre de grévistes sont alors condamnés pour « trouble de l'ordre public », « entrave à la liberté du travail », « attroupement ». Les chefs d'inculpation les plus graves - « provocation à la désobéissance de militaires », « recel d'armes » - semblent confirmer une atmosphère d'émeute et une volonté répressive inédite depuis 1944. Dans son livre autobiographique, Joseph Sanguedolce, militant syndical et communiste, futur dirigeant de l'union départementale CGT (1956-1975) et futur maire de Saint-Étienne (1977-1983) donne une vision saisissante de la grève dans le secteur de Roche-la-Molière et un bilan tout aussi saisissant de la répression ²¹. Il est certain que la page de la cohésion et de la concertation sociale est tournée, le dialogue rompu, l'espoir d'unité brisé par des mesures qui apparaissent comme « anti-ouvrière » et que le gouvernement considère seulement comme « anti-communiste »

Sans conteste, cette grève a eu un impact profond sur les contemporains. Peut-on dire qu'elle représente un tournant, la fin d'une époque ? Le début d'une autre ? Nul doute qu'elle concrétise la rupture de l'unité nationale. Si le PCF conservait encore à la fin de 1947, l'espoir de revenir au pouvoir, si sa presse appelait encore en septembre 1948 à la constitution d'un gouvernement populaire, cette éventualité est clairement abandonnée après la grève des mines. Ce n'est qu'en 1972 avec le pacte de Programme commun que communistes socialistes envisageront à nouveau l'hypothèse de gouverner ensemble. Symétriquement on assiste d'ailleurs, à une forte poussée de l'anticommunisme en 1948. L'unité nationale, levier puissant des réformes de la Libération a vécu ! De même la rupture de l'unité syndicale apparaît irrémédiable et avec le recul nous pouvons même mesurer qu'elle s'est amplifiée jusqu'à aujourd'hui. À la fin de la grève des mineurs, les Français ne peuvent plus douter qu'ils sont sortis de « l'après-guerre » et sont entrés dans une nouvelle période : la « guerre froide » !

note « le PCF, saboteur de la prospérité française » ; le 22 : « des mesures exceptionnelles pour une grève exceptionnelle ».

²¹ Joseph Sanguedolce, *Le Chant de l'alouette*, Saint-Étienne, PPL, 1987. Voir respectivement les pages 44 à 65 et 226 à 234.